

La Russie laissera t-elle les USA entrer en guerre à la mi-janvier ?

REVUE DE PRESSE SYRIE

Vendredi 16 décembre 2011

La presse atlantiste met en valeur le dernier rapport de Human Right Watch, By All Means Necessary !, selon lequel des crimes contre l'humanité auraient été commis sous l'autorité du président Bachar el-Assad. A aucun moment la presse ne s'interroge sur les auteurs ou la méthode de ce rapport.

La presse atlantiste accueille la proposition de résolution russe au Conseil de sécurité comme un ralliement de Moscou aux thèses de Washington. Pourtant, l'es journaux ne disposent pas du texte du document, mais uniquement de quelques phrases citées par Reuters.

La presse canadienne relaye l'appel de son ministre des Affaires étrangères à tous ses ressortissants de quitter la Syrie au plus tard à la mi-janvier, date à laquelle leur évacuation deviendra problématique. Il n'est pas précisé à quel cataclysme pourrait correspondre cette date

- L'éditorialiste du *Washington Post*, Jim Hoagland, revient sur la World Policy Conference organisée par l'Institut français des relations internationales (IFRI) à Vienne. Il feint de s'étonner du consensus entre le prince Turki d'Arabie saoudite et le ministre de la Défense israélien, Ehud Barak, à propos de la Syrie. L'un et l'autre pensent la chute de Bachar el-Assad inévitable parce qu'il n'est plus possible de gouverner comme avant, en réprimant dans le sang les mouvements de révolte.

- Charles Glass rappelle dans *The National* que les Etats-Unis ont une histoire de changement de régime en Syrie. En 1949, la CIA organisa le coup d'Etat militaire du colonel Zaim, afin que l'Aramco puisse construire un pipe-line trans-syrien. Toutefois, ce coup ouvrit une période d'instabilité, Zaim ayant été lui même renversé un mois plus tard. La CIA tenta deux autres changements de régime (Operation Straggle et Operation Wappen) qui échouèrent. Cette époque prit fin avec le coup d'Etat d'Hafez el-Assad, en 1970, qui apporta la stabilité à la Syrie à défaut de lui offrir la liberté.

Le Monde (France)

L'appareil répressif syrien détaillé par un rapport de Human Rights Watch

L'organisation de défense des droits de l'homme liste les responsables militaires mis en cause

Ce n'est pas des victimes mais des bourreaux que traite le nouveau rapport de l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch (HRW), publié jeudi 15 décembre. Ce document – intitulé « Par tous les moyens nécessaires » – est, à ce jour, l'étude la plus détaillée sur les responsables au jour le jour de la répression et sur la façon dont elle est menée.

Plus de 5 000 personnes ont été tuées depuis le début du soulèvement en Syrie, le 15 mars 2011, d'après une estimation des Nations unies. Sans compter plus d'un millier de membres des forces de l'ordre tués par les insurgés, selon le régime de Bachar Al-Assad, qui attribue les troubles à des « bandes armées », d'obédience « salafiste » ou « islamiste », « financées par l'étranger ».

HRW s'efforce de remettre les choses et l'histoire à leur place. C'est bien le gouvernement syrien qui a commencé par réprimer dans le sang une protestation pacifique. Les embuscades menées contre les forces de sécurité par des déserteurs – regroupés dans l'Armée libre de Syrie (ALS) – et des civils armés ne sont intervenues que plus tard, en représailles et par désespoir.

L'étude de l'ONG américaine est basée sur les interviews de 63 déserteurs de l'armée syrienne, en Syrie, ainsi que dans les pays voisins (Jordanie, Liban, Turquie). Les faits relatés couvrent sept des quatorze gouvernorats en Syrie. « Nous n'avons pas pu envoyer de chercheur en Syrie en raison des circonstances », explique Ole Solvang, l'un des deux auteurs du rapport, mais nous disposons d'un réseau d'informateurs sur place. »

Les entretiens, réalisés séparément et confrontés à des témoignages de victimes ou de témoins, confirment le systématisme et l'ampleur de la répression. Dès le début des manifestations, les ordres consistaient à tirer pour tuer ; en fait, à forcer les manifestants à rentrer chez eux « par tous les moyens ». Plusieurs déserteurs ont personnellement entendu les



Les corps de 25 hommes, tués par des « terroristes » selon les autorités syriennes, sont conservés dans une chambre froide, à Homs, fin novembre. ANWAR AMROUAF

commandants de leur unité donner ce genre d'ordre : le général de brigade Jaoudat Ibrahim Safi et le général Ali Durgham, de la IV^e brigade, les colonels Qousai Mithoub et Souheil Hassan, des renseignements de l'armée de l'air, le général de brigade Ramadan Mahmoud Ramadan, du 35^e régiment des forces spéciales.

Des témoins accusent le colonel Sami Abdelkarim Ali (77^e bataillon) d'avoir tué un adolescent de 16 ans. La liste des gradés mis en cause, en annexe du rapport, est longue et détaillée. Elle pourrait donner lieu à des poursuites devant la justice internationale.

D'après Ole Solvang, les services de renseignement (les moukhabarat, en arabe) jouent un rôle de premier plan dans la répression : « Selon les témoignages que nous avons recueillis, les soldats sont placés en première ligne. Leurs officiers et les services de renseignement se tiennent à l'arrière. Les soldats sont convaincus que s'ils n'obéissent pas, ils seront eux-mêmes tués. Nous avons recensé huit cas de déserteurs témoins de tels incidents. »

Les services de renseignement procèdent aussi à la majorité des arrestations et des interrogatoires. Ils ont ouvert de multiples lieux de détention, où la torture est pratiquée couramment. Parmi les multiples agences des moukhabarat syriens, les renseignements militaires et les renseignements de l'armée de l'air sem-

« Le président Assad est responsable en tant que commandant en chef de l'armée »

Ole Solvang
Human Rights Watch

blent les plus actifs. Ces derniers sont chargés de la sécurité de la capitale, Damas. Au sein de l'armée, les forces spéciales et la IV^e division, dirigée de facto par Maher Al-Assad, frère du président, sont les plus zélées.

Enfin, les *chab'ha* sont le troisième pilier de la répression en Syrie. Il est difficile d'évaluer le nombre de ces miliciens civils armés, recrutés dans les milieux alaouites pau-

vres, la communauté d'origine de la famille Assad, et des cadres de l'armée et des renseignements. « Il y a encore beaucoup d'interrogations sur qui sont vraiment les "chab'ha", qui les commande, pointe M. Solvang. Les soldats n'ont pas de contacts directs avec eux. Mais il est évident qu'ils sont chargés des pires besognes. »

HRW ne dispose pas de témoignage mettant en cause les responsables politiques, mais « en dernier ressort, le président Assad est responsable en tant que commandant en chef de l'armée », souligne M. Solvang, dont l'organisation recommande la saisine de la Cour pénale internationale par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Son rapport contredit directement les propos tenus par le président Bachar Al-Assad, sur la chaîne américaine ABC News, le 7 décembre, dans laquelle il niait avoir donné l'ordre de tuer aux forces de sécurité. Ces déclarations étaient sans doute une précaution destinée à éviter toute éventuelle mise en cause, un jour, devant la justice internationale. ■

CHRISTOPHE AYAD

Libération (France)

La régime syrien dans le viseur international

CRIMES Alors qu'un rapport de Human Rights Watch accable Damas, la Russie dépose une résolution à l'ONU.

Dans l'espoir de provoquer une action de la communauté internationale en Syrie, Human Rights Watch (HRW) a publié hier un rapport dans lequel l'ONG américaine confirme la participation directe de l'armée syrienne dans la répression sanglante menée contre les manifestants dévoués, depuis neuf mois, à faire tomber le régime du président Bachar al-Assad. Et, à la surprise générale, la Russie alliée de Damas depuis le début de cette répres-

sion. Kooça dépouillait hier soir à New York une résolution condamnant les violences perpétrées « par toutes les parties, y compris les autorités syriennes ». Un texte aussitôt salué par la France comme un « évènement extraordinaire », même si Paris le juge « déséquilibré ». Il reste que, pour la première fois, la Russie « sort de son isolement », pour reprendre la formule de l'ambassadeur de France à l'ONU, Gérard Araud. Il est vrai que, selon l'ONU, les exécutions ont fait plus de 5000 victimes depuis le mois de mars. Intitulé « Par tous les moyens nécessaires », le rapport de HRW dénonce les plus hautes sphères de l'Etat syrien. Arrestations arbitraires, tortures, pillages, exécutions sommaires, passages à tabac dans les hôpitaux, tirs à balles réelles sur les manifestants non armés : Human Rights Watch a réalisé l'étude la plus détaillée à ce jour sur la répression menée par le régime syrien. Deux les responsables sont, pour la première fois, nommément identifiés.

Même images. L'organisation de défense des droits de l'homme travaillait sur ce rapport depuis le mois de mai. Grâce aux témoignages de 63 déserteurs de l'armée, Human Rights Watch a pu identifier 74 responsables militaires et fonctionnaires du régime qui ont « autorisé, encouragé ou toléré des meurtres, des actes de torture et des arrestations arbitraires à grande échelle ». « Les déserteurs proviennent de tous les échelons de l'armée. La plupart étaient de

milieux à hauts grades », estime Ole Sobrang, l'un des deux auteurs du rapport.

Environ la moitié des militaires interrogés par l'ONG ont rapporté avoir reçu l'ordre explicite d'ouvrir le feu sur les manifestants. « Nos ordres étaient de faire reculer les manifestants par tous les moyens possibles, y compris en leur tirant dessus. Lorsque des officiers étaient présents, ils

« Nos ordres étaient de faire reculer les manifestants, y compris en leur tirant dessus à balles réelles. »

Mansour de l'armée de l'air à Daraa

décidèrent quand aller et sur qui », raconte ainsi Mansour, un membre du renseignement de l'armée de l'air à Daraa, dont le prénom a été modifié. Les arrestations, sta-

listés individuellement, puis récupérés par des témoins vivants en Syrie ou dans les pays limitrophes, ont permis de dresser une liste précise des responsables, détaillant leurs noms, leurs grades et leurs postes. Une liste qui « donne suffisamment de preuves pour établir qu'un crime contre l'humanité a été organisé ou encouragé par le gouvernement syrien ».

« Enquête ». Mais, faute de témoignages mettant en cause directement les responsables politiques, Human Rights Watch ne peut pas prouver que les ordres émanaient de Bachar al-Assad, même si, « en tant que commandant en chef de l'armée, il est pénalement responsable des actes et doit faire l'objet d'une enquête de la Cour pénale internationale ».

RAFAEL BALENIERI



Le Figaro (France)

La Russie hausse le ton contre Damas

Moscou a déposé au Conseil de sécurité une résolution condamnant les violences en Syrie.

TRISTAN VEY

DIPLOMATIE. La Russie a surpris la communauté internationale, hier soir, en annonçant pour la première fois de mettre la pression sur le régime syrien. Moscou, qui s'était jusqu'à présent opposé avec force à toute action de l'ONU contre Damas, a dévoilé un projet de résolution au Conseil de sécurité, condamnant la répression des manifestants par le régime de Bachar el-Assad.

Même si le texte mentionne les violations commises « par toutes les parties », incluant donc les insurgés, il fait aussi explicitement référence « à l'aide des armes » de la force par les combattants syriens. Une première pour Moscou. « Ce mouvement de la Russie est bienvenu », s'est félicité le porte-parole du

Quai d'Orsay, Bernard Valéro. « Cinq mille morts victimes de la répression depuis hier mais, c'est un bilan accablant et inacceptable ». L'ambassadeur français aux Nations unies, Gérard Araud, a lui

aussi salué dans un communiqué « un événement extraordinaire, puisque la Russie a enfin décidé de sortir de son inaction et de nous présenter une résolution sur la Syrie ». Il a cependant tempéré : « Le texte qui nous est présenté est un texte qui mérite évidemment beaucoup d'améliorations, car il est déséquilibré. Mais c'est un texte sur la base duquel nous allons négocier. »

Un texte déséquilibré

L'ambassadeur français s'était fait remarquer en début de semaine en estimant que le Conseil de sécurité était « moralement responsable des souffrances de peuple syrien ». « Le sésoce du Conseil de sécurité est un sésoce », avait-il lancé. Il s'indignait « de l'opposition de certains membres » à une plus forte pression sur Damas, visant implicitement la Chine et la Russie.

Pendant dix mois de contestation et de violente répression, les cinq membres du Conseil n'ont pu se mettre d'accord. Pékin et Moscou font valoir leur



Le président El-Assad accueille son homologue russe Medvedev hier à Damas.

droit de veto le 4 octobre pour torpiller un précédent projet de résolution proposée par les Occidentaux. La Russie a elle-même déjà fait céder deux projets

de résolution, refusés sans suite car trop bleds envers le clan el-Assad aux yeux de Paris, Londres et Washington. Cette fois-ci, les Occidentaux laissent

une porte ouverte. La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a fait savoir que son pays était « prêt à travailler avec la Russie » sur un texte qui, en l'état, contient cependant « des éléments que nous ne pourrions pas soutenir ». Washington regrette, lui aussi, que les Russes fassent reposer la responsabilité des violences autant sur l'opposition que sur les forces de l'ordre. Une « apparence purgée » intenable pour son pays, a expliqué Hillary Clinton.

La secrétaire d'Etat a également souligné que la Ligue arabe soit consultée au plus tôt sur le projet de résolution. Une délégation de cinq pays de la Ligue en charge du dossier syrien - Égypte, Algérie, Soudan, Oman et Qatar - se réunira samedi à Doha. De son côté, le Conseil national syrien (CNS), qui regroupe la majorité des courants de l'opposition en Syrie, a appelé de nouveau la communauté internationale à prolonger la pression civile « par tous les moyens ». Son premier congrès général se tient ce week-end à Tunis. (avec AFP) ■

La Croix (France)

VU DE SYRIE

L'équation tragique de Damas

Les exactions se poursuivent en Syrie depuis dix mois et ont causé la mort de plus de 5 000 personnes. Le départ de Bachar Al Assad pourrait entraîner la guerre civile.

Dix mois que le rideau est tombé sur la Syrie. Dix mois que se déroule une révolution dont on ne sait pas trop qui en sont les acteurs. A l'extérieur, une opposition politique disparate s'est péniblement constituée sous le label du « conseil national syrien ». Un nouveau groupe d'opposants affirmant représenter la majorité des mouvements d'opposition en Syrie a annoncé hier, à Istanbul, la création d'une « *Alliance nationale* » des forces révolutionnaires pour renverser le régime du président Bachar Al Assad, précisant qu'il avait été accepté au sein du CNS.

À l'intérieur du pays, une véritable guérilla affronte les forces loyalistes au régime, formée sur les décombres d'une armée en décomposition qui refuse d'obéir aux ordres, mais dont la composition est notablement confessionnelle.

Les sanctions internationales sont de plus en plus lourdes, pour la première fois, la Ligue arabe a elle-même pris des mesures contraignantes contre l'un de ses membres. Mais le régime n'est toujours pas tombé.

Pourtant les pressions sont fortes. Pas un jour sans qu'une déclaration condamne le régime de Bachar Al Assad, sans qu'un décompte des morts dramatisé en corrélation avec la situation. « *Près de 5 000 morts, trois millions de Syriens affectés par la répression sanglante, d'innombrables exactions et crimes contre l'humanité qu'on ditens : combien de victimes faudra-t-il en core pour que le monde comprenne que Bachar Al Assad doit partir ?* », lançait hier le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, lors d'une visite en Libye.

Des propos qui ne peuvent faire oublier que Bachar Al Assad était accueilli en France, en juillet 2008, novembre 2009, et en décembre 2010. Les révolutions arabes sont passées par là. Les démocrates ont compris qu'il valait mieux soutenir la rue que les dictateurs. Mais qu'est-ce que la rue en Syrie ?

Certes, il y a une jeunesse syrienne désabusée, sans aucun avenir économique, comme en Tunisie, en Égypte. Découragée par un système qui privilégie le népotisme et corrompt on. Qui réclame des réformes à un régime habitué des méthodes musclées, peu enclin au dialogue. Mais quid des sunnites, des alaouites, des chrétiens qui ont peur les uns des autres ?

Quoi qu'il arrive, le temps de Bachar Al Assad est fini. Mais son départ ne règle rien. Reste en Syrie ce que Bernard Rougier (*lire ci-dessus*) appelle « *la logique de la menace existentielle: j'etue l'autre avant qu'il ne me tue, s'il prend le pouvoir* ». Le chercheur français ajoute : « *La fracture communautaire a été en éternel mouvement, elle a été encouragée par le pouvoir pour que la société soit ingouvernable, ou ne le soit que par le pouvoir en question. De cette façon, si le pouvoir disparaît, c'est la guerre civile. C'est l'équation tragique de la Syrie.* » L'oppositon syrienne le sait qui insiste sur le caractère pacifique des manifestations, qui veille à ce qu'il n'y ait pas de slogans communautaires. Cela suffira-t-il à sauver l'avenir du pays ?

A. R.

ABC (Espagne)



Un grupo de insurgentes sirios hace un alto en el combate

DANIEL IRIARTE

Los rebeldes sirios sueñan con una intervención de la Alianza, pero asumen que ésta no vendrá nunca

«¡Que la OTAN los machaque!»

DANIEL IRIARTE
YEBEL ZAWI (SIRIA)
ENVIADO ESPECIAL



El sonido de las ametralladoras se escucha cada vez más cerca, y el pequeño pelotón del capitán Homsí se parapeta tras una tapia para protegerse de las balas, que pasan silbando sobre sus cabezas. Enfrente, en la otra colina, los soldados leales al presidente Bashar al-Assad han consolidado sus posiciones y disparan contra la pequeña localidad rebelde de Idlib. El pelirrojo Mustafá se asienta detrás de un muro de piedras y desliza el cañón de su rifle por un hueco. Es el francotirador del grupo. Cuando dispara, el sonido nos golpea por sorpresa, como una pequeña explosión.

«¿Ese ruido? ¡Son los bombardeos de la OTAN!», bromean los soldados. «¡Ahora ganamos seguro!», dicen entre carcajadas. Porque esa cuestión, el apoyo de la OTAN (o más bien, la falta de él) a los rebeldes sirios se ha convertido en uno de los temas favoritos de conversación de los insurgentes con los periodistas extranjeros.

«De ese asunto, no estamos autori-

zados a opinar», nos cuenta el mayor Ismail. «Solo el coronel Riad al-Asaad (líder del Ejército Sirio Libre) puede hablar sobre estos temas», se disculpa. Pero aquí, en mitad del tiroteo, sus compañeros son menos discretos. «¡Claro que queremos una zona de exclusión aérea! ¡Y que machaquen a los "assadistas", como en Libia!», dice uno de los soldados. Los demás asienten. Es una opinión ex-

tendida entre los insurgentes, que ven cómo combatientes y civiles caen bajo las balas de las fuerzas de seguridad sirias sin que Al-Assad haya dado muestras de flaquear.

Tal vez por ello, los desertores están obsesionados con su imagen. El régimen insiste en que los culpables de la violencia son «terroristas», en su mayoría extranjeros, una idea que ha sido recogida por la prensa guber-

Guerra de imagen

«¿Te parecemos terroristas? Mira, este era policía antes, y aquel, de la Seguridad del Estado»

Armas anticuadas

A lo largo de todos estos días no hemos visto más armas que viejos kalashnikov

namental rusa, iraní y venezolana. «¿Te parecemos terroristas? Mira, este era policía antes, aquel era de la Seguridad del Estado, los demás éramos militares», dice el mayor Hayuni. «Somos patriotas que nos hemos rebelado contra la dictadura», asegura. Y lo cierto es que la inmensa mayoría de los combatientes del Ejército Sirio Libre son antiguos miembros de las fuerzas de seguridad, aunque algunos, según ha constatado ABC, son civiles que han decidido tomar las armas en los últimos meses. «Estad atentos. Hemos recibido información de que un grupo de soldados podría intentar pasarse hoy a nuestras filas a través de estos campos. Tendremos que cubrirlos con nuestro fuego», les dice el capitán Homsí a sus soldados.

El goteo de desertiones es constante. Muchos ex miembros de las fuerzas de seguridad siguen en contacto con sus antiguos compañeros, tratando de convencerles de que cambien de bando. Pero las oportunidades son escasas, y el castigo, muy cruel: los desertores que fracasan son mutilados y torturados hasta la muerte. Aquellos que lo logran son instados a grabar un vídeo en el que muestran sus viejas identificaciones.

La ausencia de armas es otra de las fijaciones de estos hombres. A pesar de los rumores del posible apoyo de algunos países de la OTAN al ESL, ni ABC ni ninguno de los periodistas en las zonas rebeldes ha podido constatar la existencia de otro armamento que viejos kalashnikov y algunos rifles turcos de fabricación belga.

ARGENTINA

Fotografías inéditas de desaparecidos

CARMEN DE CARLOS
La Comisión Interamericana de Derechos Humanos entregó ayer a la Justicia cerca de 150 fotografías de detenidos desaparecidos, arrojados al mar vivos. El «paquete» de imágenes, algunas brutales y con signos de tortura, estuvo archivado 32

años. El juez federal Sergio Torres utilizará el material en el marco de la denominada «mega causa» de la Esma (Escuela Mecánica de la Armada), un instituto de formación militar considerado el mayor centro clandestino de exterminio del régimen. La carpeta contiene instantáneas de 130 cadáveres hallados en las costas uruguayas entre 1976 y 1979. Algunos cuerpos aparecen maniatados, con quemaduras y desmembrados.

ISRAEL

Colonos radicales queman una mezquita

Varios colonos judíos prendieron fuego ayer a una mezquita en Burqa, un pueblo de Cisjordania, situada cerca de un asentamiento, según testigos citados por la agencia de noticias palestina Wafa. Además, realizaron pintadas en hebreo en las paredes del edificio, donde escribieron «guerra» y «Colonos

de Mitzpe Yitzhar». El alcalde de Burqa, Abed al-Qader Sumarin, declaró a la radio Voz de Palestina que los colonos provocaron un incendio en la tercera planta de la mezquita de Al Nur durante la madrugada y el fuego dañó el interior. El ministro de Asuntos Religiosos, Mahmud al-Habash, dijo que «por suerte el incendio fue provocado poco antes de la oración del amanecer y las personas que llegaron a la mezquita lo extinguieron», informa Reuters.

The Irish Times (Irlande / Ireland)

Killing of 27 Syrian soldiers reported

MICHAEL JANSEN

SYRIAN ARMY defectors have killed at least 27 loyalist soldiers and security personnel during fighting in the southern province of Deraa, according to the London-based Syrian Observatory for Human Rights.

If the toll is confirmed, this would be one of the highest daily tolls for Syrian government forces during nine months of unrest.

The shootings of troops by defectors coincided with publication of an 88-page report by Human Rights Watch, which said Syrian army commanders had ordered troops to fire indiscriminately at unarmed protesters.

The report, *By All Means*, in interviews with 60 deserters, said they had named 74 military and security officers "who allegedly ordered, authorised or condoned widespread killings, torture and unlawful arrests".

Anna Neistat, associate director for emergencies at Human Rights Watch, said: "Defectors gave us names, ranks and positions of those who gave the orders to shoot and kill, and each and every official named in this report, up to the very highest levels of the Syrian government, should answer for their crimes against the Syrian people."

Ms Neistat recommended that the UN Security Council "should ensure accountability by referring Syria to the International Criminal Court".

"The defectors' statements leave no doubt that the Syrian security forces committed widespread and systematic abuses, including killings, arbitrary detention and torture, as part of state policy," the group said.

All the defectors interviewed said there were standing orders to halt protests "by all means necessary" during briefings to units ahead of deployment.

The deserters said they interpreted this as "authorisation to use lethal force". They pointed out that they had been issued with live ammunition rather than instruments for crowd control. According to the defectors, they were told they would not be held accountable.

"In some cases, officers . . . participated in the killings," Human Rights Watch stated.

The Syrian government has blamed armed gangs supported from abroad for the violence.

Globe and Mail (Canada)

UPRISING IN SYRIA

Canadians urged to leave Syria as violence escalates

CAMPBELL CLARK OTTAWA

Canada is urging citizens in Syria to leave now, hinting the Damascus embassy might shut and warning the rise in violence and reduction in flights out could trigger a scramble to flee.

The roughly 5,000 Canadians in Syria should take the escalation of violent clashes between the Syrian military and army defectors as the smell of smoke in a house, Foreign Affairs Minister John Baird said: "Don't wait until the house is engulfed in flames."

The warning comes amid signs that Syrian President Bashar al-Assad's crackdown on protests, which have killed an estimated 5,000 people, may be tipping the country into civil war. Syrian army defectors killed 27 soldiers Thursday in co-ordinated attacks, according to London-based opposition group, the Syrian Observatory for Human Rights.

Mr. Baird has been warning Canadians in Syria to leave since October. But an increase in violence, combined with sanctions that have reduced the number of flights out of the country, have sparked Ottawa to declare a "voluntary evacuation." Mr. Baird urged Canadians to get travel documents before it is too late, and to get a flight out.

The timing of Ottawa's warning is aimed at avoiding the mad scramble to evacuate citizens that occurred in Lebanon in 2006 and in Libya earlier this year. Sanctions imposed by the Arab League are already reducing the number of flights out of Syria, prompting fears seats might not be available when Canadians choose to leave.

Syria, Page 4

FROM PAGE 1

Syria: Baird's warning that embassy might be closed more pointed than usual

Federal officials said they estimate there are 5,000 Canadian citizens in Syria, though only 1,500 have registered with the embassy in Damascus. Most are believed to be dual citizens who live in Syria, federal officials said. But the complication is that their families are not always all Canadian citizens, and they may require visas to come to Canada.

Mr. Baird also delivered unusually clear warnings that the Canadian embassy in Damascus

might not be open much longer to help citizens and their families get out.

He said teams are being set up in Ottawa to expedite requests for travel documents and assistance, and that the Damascus embassy will offer that service until Jan. 31. The stark exhortation now, he said, was intended to avoid a situation where "our capacity could be very reduced without warning."

"I must warn that, should Canadians stay in Syria, we will not

be able to guarantee the current service at our embassy or that commercial options to leave the country will remain available," he said.

Mr. Baird said he does not have a plan to close the Canadian embassy in Damascus "at this time."

"Obviously, with the situation in Libya, once it deteriorated to such a level, we did have to close the embassy in Tripoli," he said. "So what we're saying to Canadians is, we can provide as-

istance [in Syria] now, but if things continue to deteriorate, there may be a time when we can't."

The biggest Canadian business operation in Syria is already being suspended. Calgary-based Sunoco Energy said Sunday it was suspending operations at the ISL natural-gas plant in Homs and making arrangements for its expatriate workers to leave. The company said that because it operated through Dutch subsidiaries it was covered

by European Union sanctions. Mr. Baird, however, said the urgent warnings for Canadian to leave are not a prelude to Western military intervention. The United Nations cannot even muster a condemnation of the killings of 4,000 Syrians, he said, so a mandate for military intervention cannot be expected.

He said Canada does not expect to join a military coalition to intervene. "That's not something we're contemplating," he said.

La Presse (Canada)

Il faut évacuer la Syrie

Ottawa appelle les Canadiens à quitter le pays

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Partez maintenant. C'est le mot d'ordre lancé hier par le ministre des Affaires étrangères, John Baird, aux Canadiens qui se trouvent en Syrie.

De nouvelles sanctions de la Ligue arabe contre le régime de Bachar al-Assad sont entrées en vigueur, hier. Par conséquent, il y a moins de vols et de partance de Damas. C'est donc dire que les Canadiens qui se trouvent dans le pays auront de plus en plus de mal à le quitter dans les prochaines semaines, a prévenu le ministre.

« Nous conseillons fortement aux Canadiens de quitter la Syrie immédiatement par tout moyen de transport disponible pendant qu'ils en ont encore la possibilité », a affirmé M. Baird.

Son ministère organisera une « évacuation volontaire » des

ressortissants canadiens d'ici la mi-janvier. Ceux qui se trouvent dans le pays pourront se procurer les documents nécessaires pour partir avec plus de facilité.

Sur le terrain, hier, des déserteurs de l'armée syrienne ont abattu 27 soldats et membres des forces de sécurité dans la province de Deraa (Sud), selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Au total, plus de 5000 personnes sont mortes depuis le début du soulèvement syrien et de sa répression sanglante.

Rapport accusateur

L'appel du ministre Baird est intervenu quelques heures avant la publication d'un rapport accusateur de l'organisme Human Rights Watch (HRW), qui révèle que des commandants syriens ont ordonné d'ouvrir le feu aveuglément sur des manifestants non armés.

L'organisme a interrogé une solkantalite de soldats qui

ont déserté l'armée, et ceux-ci ont ché le nom de 74 officiers militaires et de renseignements « qui auraient ordonné, autorisé ou toléré des opérations de grande ampleur de meurtres, de torture et des arrestations illégales », affirme HRW.

Les soldats disent avoir eu pour ordre de mettre fin aux manifestations « par tous les moyens nécessaires », selon HRW.

L'un des déserteurs a relaté: « Le commandant de notre régiment, le brigadier général Ramadan Ramadan disait: "Ayez recours à des tirs nourris, personne ne vous demandera d'explications." Normalement, nous devons économiser les balles, mais cette fois, il a dit: "Utilisez autant de balles que vous voulez." »

La France et l'Union européenne ont de nouveau condamné la conduite du régime syrien, hier.



PHOTO CHRIS WATTE, REUTERS

L'appel du ministre des Affaires étrangères John Baird est intervenu quelques heures avant la publication d'un rapport accusateur de Human Rights Watch, qui révèle que des commandants syriens ont ordonné d'ouvrir le feu aveuglément sur des manifestants non armés.

Aux Nations unies, la américaine Hillary Clinton a créé la surprise a indiqué que les États-Unis étaient prêts à travailler avec la Russie sur son projet, tout en précisant néanmoins que le texte contient « des éléments que nous ne pourrions soutenir ».

— Avec La Presse, Canadiana et CAPP

The Washington Post (USA)

A civil war that's bigger than Syria

BY JIM HOAGLAND

It is the Arab Earthquake. Not "spring," not "wave of reform," not even "awakening" can describe the systemic upheaval that has engulfed Syria, where other Arab nations actively press for the overthrow of the regime headed by Bashar al-Assad. Let us call an earthquake an earthquake.

Assad's government "has become a killing machine," says Turki bin Faisal of Saudi Arabia, one of the kingdom's most senior princes, a former chief of intelligence, ex-ambassador to Washington and a man not given to bombast. "The killing has to stop. . . . This kind of leadership is unacceptable. Change in Syria is now inevitable."

Turki made these remarks at the World Policy Conference, a gathering of officials and experts organized last weekend in the Austrian capital by IFRI, a leading French think tank.

Syria's burgeoning civil war involves forces and stakes that reach far beyond that country. Unlike the upheaval that ousted entrenched leaders in Tunisia, Egypt, Libya and (it seems) Yemen, the outcome in Syria will shift the balance of power in a larger civil war within Islam that has raged for three decades. The

Syrian aftermath will be more momentous and even more uncertain than its recent predecessors. Arab leaders have suddenly understood.

Sickened by the slaughter and feeling personally betrayed by Assad, the Sunni-dominated countries in and near the Arabian Peninsula have another motive in their determined push for regime change in Damascus. Saudi Arabia, Qatar, the United Arab Emirates and others in the Arab League have reached the point of no return in their larger struggle with the revolutionary Shiite regime in Iran, Syria's most important foreign ally.

"Iran is a paper tiger, but it has steel claws," Turki added. The Saudi prince was referring not only to Syria but also to the heavily armed Hezbollah militia in Lebanon and the Palestinian movement Hamas, which have aligned themselves with the radical Shites who seized power in Tehran in 1979 and set out to export their revolution throughout the Muslim world.

They as well as Damascus are now the targets of a Sunni counterrevolution that has reached critical mass as Iran continues to be accused of working on a nuclear weapon and as U.S. troops withdraw from Iraq, a Shiite-majority nation that will increasingly be subject to Iranian influence and ambition.

Russia, too, appears to invest larger meaning in the Syrian conflict. Vladimir Putin scores the Libya result as a win for the West and thus a defeat for Russia," says a European ambassador who monitors intelligence reporting on the Kremlin. "He is determined that Syria will not make this a trend, and Russia will oppose collective action against Assad wherever it can."

Putin's return to a zero-sum calculus reminiscent of the Cold War has cast a heavy shadow over secret, informal talks among the United States, Britain and France and those with the leading Sunni countries on hastening Assad's downfall. So out of deference to Russian sensitivities, these talks have steered clear of any discussion of the kind of coordinated NATO intervention that occurred in Libya. But diplomatic sources report that there is an active exchange of intelligence and tentative discussion of some form of joint operations, as well as an intensifying common effort to help Syria's emerging opposition forces become more organized and effective.

Speaking a day after Turki at the Vienna meeting, Israeli Defense Minister Ehud Barak echoed the prince's prediction about the Assad regime: "It is doomed. . . . It is going to disappear, in a few weeks."

I doubt that Assad pays much attention to this gathering consensus. Certainly his father, Hafez, whom I interviewed three times, would have dismissed it and continued the bloodletting until his opponents were eliminated. Hafez Assad believed that his Alawite clan would be committing suicide if it yielded power to the country's Sunni majority.

But he possessed survival skills that few other humans, including his son, command. And he lived in a different time. Hearing a Saudi prince and an Israeli defense minister give essentially the same analysis in a public gathering of an Arab dictator's looming demise is a new experience for me. When I pressed him on why the previously spineless Arab League has taken the lead in applying international condemnation and punishment to one of its members, Barak's answer contained rays of hope, currently a rare commodity in the Middle East:

"In the Arab world today you cannot just kill 4,000 people and pretend it did not happen or that people will forget it. People will know it and will not accept it." Imagine that.

Jim Hoagland is a contributing editor to The Post. His e-mail address is jr@washpost.com.

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

Paris demande à Damas de respecter la souveraineté territoriale du Liban

La France a demandé hier à la Syrie de « respecter l'intégrité et la souveraineté territoriale du Liban », au lendemain d'une incursion d'une patrouille syrienne au Liban, qui a fait deux blessés mercredi.

Cette déclaration est intervenue alors que des agences de presse ont fait état, en début d'après-midi, de tirs contre le village de Kassir, qui auraient également fait des blessés.

« Cet incident (l'incursion), s'il est confirmé, manifeste une fois de plus le danger que représente la politique répressive du régime syrien pour la stabilité régionale. Les autorités syriennes doivent respecter

l'intégrité et la souveraineté territoriale du Liban », a déclaré à la presse le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Bernard Valero, cité par l'AFP.

Les troupes syriennes avaient ouvert le feu mercredi sur le village de Khibet Daoud à Ersal, une zone frontalière qui a été la cible de tirs meurtriers au cours des derniers mois. Deux personnes ont été blessées.

Hier, le président du conseil municipal de Ersal, Ali Hojeyri, a appelé l'armée à se déployer à la frontière « pour éviter que la situation ne dégénère », précisant à l'agence

locale al-Markaziya que c'est tantôt des blindés syriens, tantôt des soldats de l'infanterie qui entrent sur le territoire libanais.

« Alors que les autorités syriennes poursuivent la répression sanglante contre le peuple syrien qui manifeste courageusement pour se voir reconnaître le droit à la liberté et à la dignité, nous remercions les autorités libanaises de veiller à tout mettre en œuvre pour faciliter l'accueil et le traitement des blessés syriens et de respecter les droits des réfugiés qui souhaitent entrer sur son territoire », a ajouté le porte-parole français.

L'Orient-Le Jour (Liban / Lebanon)

Moscou sort de son inaction et propose une résolution au Conseil de sécurité sur la Syrie

Révolte Les USA veulent travailler avec la Russie ; appels à de nouvelles manifestations aujourd'hui.

La Russie a surpris la communauté internationale en déviant hier un projet de résolution au Conseil de sécurité concernant les violences en Syrie. Cette résolution condamnait la violence perpétrée par toutes les parties, y compris l'usage d'armes chimiques. Le projet d'initiative avait été l'œuvre de l'opposition syrienne et de groupes armés en Syrie.

L'ambassadeur français à l'ONU, Gérard Araud, a immédiatement réagi dans un communiqué « un événement extraordinaire puisque la Russie a enfin décidé de sortir de son inaction et de nous présenter une résolution sur la Syrie », ajoutant néanmoins que le « le texte qui nous est présenté est un texte qui mérite évidemment beaucoup d'examens car il est déficitaire. Mais c'est un texte sur la base duquel nous allons négocier ». Ce mouvement de la Russie est bienvenu pour qu'il soit ainsi. Cinq mille morts victimes de la répression depuis 10 mois, c'est un bilan scandaleux et insupportable, à un autre défilé de la Vallée, porte-parole du Qatari d'Umayy. Le Premier ministre français François Fillon a appelé à lui fournir « le vrai bilan communautaire internationale soit en matière de répression, de soutien au peuple syrien. Un autre défilé mondial a eu lieu, nous nous sommes étonnés, que le texte est « pour

l'instant, de notre point de vue, décevant ».

Les États-Unis sont en outre prêts à travailler avec Moscou sur son projet de résolution, a annoncé plus tard la secrétaire d'État Hillary Clinton. Le texte contient en fait « des éléments que nous ne pourrions pas accepter », a-t-elle précisé, en mentionnant « l'appareil syrien », entre les forces de l'ordre syriennes et l'opposition. Le chef de la diplomatie américaine, interrogé lors d'un point de presse, a confirmé ce point encore la semaine dernière. Sa tâche de voir Moscou considérer « pour la première fois » que la violence de la répression exercée par le régime syrien est illégitime et doit être punie. Mme Clinton a dit « espérer pouvoir travailler avec la Russie, malgré la péninsule de « déception ».

Mme Clinton a également souligné que la Ligue arabe est consultée au préalable sur le projet de résolution. Les membres des Arabes membres de la Ligue arabe doivent être consultés avant de passer à la proposition de la Syrie d'adhérer à la convention sur le statut de réfugiés de la fin des sanctions décidées par la Ligue.

Plus tôt, le ministre des Affaires étrangères français Alain Juppé avait fait part de son enthousiasme face à la « résolution ». Plus de 3 000 morts, 3 millions de Syriens affectés par la répression sanglante, d'innombrables structures et

crises contre l'humanité qu'il faut : combien de victimes faudra-t-il encore pour que le monde comprenne que Bachar al-Assad doit partir ? À Strasbourg, le Parlement européen a d'un côté appelé M. Assad à « abandonner immédiatement le pouvoir » et à mettre fin à sa répression « brutale ». Dans une résolution, le Parlement s'engage également des sanctions supplémentaires de l'Union européenne.

Human Rights Watch (HRW) a déploré pour sa part, dans un rapport publié à partir d'entrevues avec des témoins, la complicité de commandants syriens qui seraient devenus des forces de l'ordre armées sur les municipalités. En outre, le comité des droits de l'homme des Nations Unies a condamné les forces de l'ordre syriennes qui ont tué des civils et des soldats.

« Nous sommes à des centaines d'opérations », a déclaré le général Hamad Hamad, chef de la brigade « Ayatollah » de la ville de Hama. « Nous sommes à des centaines d'opérations », a déclaré le général Hamad Hamad, chef de la brigade « Ayatollah » de la ville de Hama. « Nous sommes à des centaines d'opérations », a déclaré le général Hamad Hamad, chef de la brigade « Ayatollah » de la ville de Hama.

Nouvelles manifestations aujourd'hui
Alors que la commémoration est

venue hier dans son 11e mois, le régime se montre toujours indifférent à la multiplication des protestations. Sur le terrain, de nouvelles violences ont opposé les forces gouvernementales aux opposants hier au moins 27 morts parmi les membres de l'armée et des forces de sécurité dans la province de Dera, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Selon des militaires, les forces de Bachar al-Assad ont tué par ailleurs au moins 100 civils dans la ville de Hama hier à l'issue de la recherche d'armes et tentant de briser la « grève pour la dignité » de l'opposition. A Hama, l'armée a été appelée dans un hôpital pour soigner des blessés et des forces ont été présentes sur les lieux des blessés gouvernementaux. A Hama, un Turc est en outre mort par balles, lors d'un échange de tirs de la suite de la « grève » de la ville, a rapporté l'agence de presse officielle syrienne depuis le début des violences en Syrie en mai.

Parallèlement, les forces de sécurité ont arrêté le Palais de Justice d'Hama pour tenter d'arrêter plusieurs « rebelles », a rapporté le comité de défense

al-Arabiyah. Face à ces violences continues, les militants pro-démocratie ont appelé au boycott à de nouvelles manifestations aujourd'hui.

« Alliance nationale »
Le régime d'Assad « a été pendant » les neuf derniers mois de tous les moyens possibles pour tenter de réprimer la rébellion, perpétrant des crimes contre l'humanité contre des civils et des enfants », ont accusé hier les membres du Comité local de coordination (LCC), qui organisent les manifestations sur le terrain.

Le Comité national syrien (CNS), qui organise la majorité des manifestations de l'opposition en Syrie, a appelé de son côté la communauté internationale à protéger la population civile « par tous les moyens ». Son premier comité « global » s'attend à partir d'aujourd'hui à Damas.

Dans le même temps, un groupe d'opposants affirmant représenter la majorité des opposants syriens libéraux a appelé à intensifier la création

d'une « Alliance nationale » des forces démocratiques pour renverser le régime, précisant qu'elle avait été acceptée au sein du CNS. « Le régime a tué, torturé, torturé et défilé des dizaines de milliers de personnes. Ces groupes, différents groupes démocratiques ont cherché à unifier leur direction opérationnelle et politique pour rendre leur force et briser le régime », a déclaré devant la presse Mohammad Hassan Younis, un ambassadeur de Syrie en Suède et président du LCC. « Malheureusement que les conditions (...) sont réunies, il est devenu nécessaire de nous révéler au public. Ainsi, nous encourageons l'Alliance nationale des forces, coordination et comité de la révolution syrienne (al-Lawal) », a poursuivi M. Younis.

Signifiant enfin que le Comité a tenté de se réunir à quitter la Syrie, justifiant ce appel par les sanctions de la Ligue arabe contre Damas, qui doivent accélérer la réduction de moitié des voix commencent vers la Syrie. (Source: agence et médias)

Bagdad va envoyer une délégation à Damas

Deux semaines précédemment une délégation à Damas pour tenter d'ouvrir un dialogue avec les autorités et l'opposition syrienne afin de mettre un terme à ce conflit sans de violence, a offert hier dans un entretien accordé à l'AFP le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki. Signifiant que jusqu'à présent l'opposition syrienne a refusé tout dialogue avec le régime de Bachar al-Assad.

« Les Américains et l'ONU sont prêts pour de la peine de l'opposition », a-t-il ajouté. M. Maliki avait précédemment déclaré avoir abandonné avec le président américain Barack Obama son appel de la Syrie, affirmant qu'il ne se sentait pas le droit de violer le droit de l'opposition libérale d'adhérer au fait Washington, « de nous que

les principes doivent être libérés », a-t-il déclaré. « Nous sommes en faveur de ces idées (...) j'espère que nous les avons entendus nous-mêmes », avait affirmé à la presse M. Maliki. « Mais je n'ai pas le droit de démentir à un président de démentir », a-t-il poursuivi. « Nous ne pouvons pas nous arrêter en chemin », avait-il ajouté.



A Hama, des soldats de l'armée syrienne, devant les corps de manifestants tués.

Daily Star (Liban / Lebanon)

Russia floats new U.N. draft on Syria

Washington hopes to work with Moscow on the proposed resolution as death toll mounts

HEBETI: Russia Thursday circulated a surprise new draft U.N. Security Council resolution aimed at reducing the violence in Syria, amid escalating criticism Thursday that over 27 soldiers in the south of the country killed in some

of the deadliest attacks on forces loyal to President Bashar Assad since the start of an uprising nine months ago. Several council members welcomed the new initiative, but said it didn't go far enough.

U.S. Secretary of State Hillary Clinton said Thursday the U.S. hopes it can work with Russia on the draft.

Though Clinton said Washington had differences with Moscow on the draft, she said it was the "first time" that Russia has recognized the violence in Syria needs to be taken up the

Security Council. "We are going to study the draft carefully. It will have to be cleared with the Arab League, which has taken the lead on the response to what's going on in Syria," said Clinton.

"We are going to study the draft carefully. ... Hopefully we can work with the Russians," Clinton told reporters.

Labeling the move "an extraordinary event," French envoy to the United Nations-General Assembly said the move showed Russia "has decided to revive on the resolution project," adding that

he believed "Russia had felt the pressure of the international community."

As a key ally of President Barack Obama, Russia has tried to head off Security Council intervention in the Syria crisis. With China, it vetoed a council resolution proposed by European allies in October condemning Assad's crackdown on protests.

Russia called emergency talks of the 15 nation body on Syria to propose the new resolution, which strongly condemns the violence by "all parties, including" disorganized "armies of

free by Syrian authorities," according to a copy obtained by AP.

The draft also raises concerns over "the illegal supply of weapons to the armed groups in Syria."

Western diplomats said while the resolution was "not acceptable," its contents could be negotiable.

"At the moment, from our point of view, it is unbalanced. We have no firm evidence of any arms trafficking," one Western diplomat told AP on condition of anonymity.

The move came as army deserters

killed 27 soldiers in southern Syria Thursday, an activist group said, leading to a surge of foreign-led rebel attacks by the army rebels who have escalated attacks in recent weeks, raising the specter of a plunge toward civil war.

The Syrian Observatory for Human Rights said the clashes flared in Deraa, where protests against Assad first erupted in March, and at a checkpoint east of the city where all 15 personnel remaining were killed.

It did not say how they broke out. TUNA TO FACC TO

FROM PAGE 1

The United Nations says 5,000 people have been killed in Assad's crackdown. Assad has denied any orders were issued to kill demonstrators and says gunmen have killed 1,100 of his forces.

But a report published by Human Rights Watch Thursday, based on interviews with dozens of defectors, said army commanders have ordered troops to use "all means necessary" to halt protests, often giving explicit instructions to open fire.

HRW identified 74 commanders who had ordered, authorized or condoned killings, torture and unlawful arrests during the anti-government protests. "These abuses constitute crimes against humanity," it said, calling on the United Nations Security Council to refer Syria to the International Criminal Court.

The United States and France, which also blame Assad's forces for the violence, have urged the U.N. Security Council to respond to the rising death toll, but Syria's foreign backers Russia and China have so far blocked Western efforts to secure Council condemnation of Damascus.

Recent bloodshed prompted Burhan Ghalioun, the head of the main Syrian opposition group, the Syrian National Council to call on the so-called rebel Free Syrian Army to limit operations to defensive operations. But the increasing number of apparently offensive operations claimed by the group have worried some who say the moral legitimacy of a peaceful revolution will be compromised.

In a statement posted on Facebook Thursday in response to a video circulated widely of a man in Homs posing as a street sweeper, before firing an RPG at a stationary tank, SNC member Rami Nakhla warned such tactics would incur greater bloodshed.

"This operation is not called self defense ... you didn't in this case defend civilians, on the contrary you harmed them," Nakhle said.

"Maybe in place of this tank, they [the soldiers] opened fire against 10 civilians and killed them in revenge. You think you appear as great heroes when you blow up a tank and take photos of yourself and put it on YouTube."

The deteriorating security situation prompted Canada Thursday to call for an evacuation of all its citizens in Syria.

"Our best advice is to leave Syria immediately, by any available means and while options exist," its Foreign Ministry said in a statement, citing concerns that new Arab League sanctions against Syria targeting airline flights may make it difficult to leave the country quickly.

The Arab League will meet in Cairo Saturday to consider Syrian-requested amendments to a plan to allow observers in Syria to stave off regional sanctions.

In the meantime, Iraq, which abstained from a vote to suspend Syria from the Arab League and another to impose sanctions on Syria, announced it will send a peace delegation to Syria to try to convince Damascus to implement an Iraqi initiative aimed at opening a dialogue between the opposition and the Syrian government. – *The Daily Star, with agencies*

Khaleej Times (EAU / UAE)

Rebel soldiers go ballistic in Syria

Deserters kill 27 as uprising enters 10th month

DAMASCUS — Army deserters killed at least 27 soldiers and security service agents south of Damascus on Thursday in the third straight day of regime losses as Human Rights Watch said half of the rebels it spoke to had mutinied over orders to shoot civilians.

The clashes in Daraa province where protests against President Bashar Al Assad's regime first erupted in mid-March came as the European parliament called on the embattled leader to step down.

Burhan Ghaliun, head of the Syrian National Council (SNC), the country's most representative opposition grouping, said he hoped world powers will soon heed UN chief Ban Ki-moon's call to act "in the name of humanity". Thursday's fighting broke out at dawn at checkpoints in three separate places in Daraa province, the Britain-based Syrian Observatory for Human Rights said in a statement.

The clashes came after army defectors killed at least eight loyalist troops on Wednesday and seven on Tuesday as they stepped up attacks that they have said were reprisals for security force attacks on civilians. In a new report, Human Rights Watch noted that half of the more than 60 rebel soldiers it interviewed said they had mutinied after receiving direct orders to shoot on civilians.

It also named 74 military and intelligence officers "who allegedly ordered, authorised, or condoned widespread killings, torture, and unlawful arrests" in its report titled: 'By All Means Necessary'.

"Defectors gave us names, ranks,

CANADIANS ADVISED TO QUIT IMMEDIATELY

TORONTO — Canada on Thursday urged its citizens to leave Syria immediately, saying President Bashar Al Assad's authoritarian regime "has lost all legitimacy and its abhorrent behavior will not be tolerated." The United Nations sharply raked its death toll this week for the nine-month uprising against the regime, saying more than 5,000 people have been killed.

The statement by Canadian Foreign Affairs Minister John Baird came the day new sanctions the Arab League imposed took effect, reducing commercial flights to and from Damascus by about 50 per cent. Baird said Canadians should leave Syria as soon as possible while flights are still available. The ministry said there are about 5,000 Canadians in the country. "Our best advice is to leave Syria immediately by any available means and while options exist," Baird said in a statement.

Canada has been advising its citizens to leave for some time, but the new call for a voluntary evacuation is more urgent. Baird told a Press conference Thursday that Assad's regime "has lost all legitimacy and its abhorrent behaviour will not be tolerated." He said it is becoming increasingly difficult for Canadian diplomats and consular officials to do their jobs under travel restrictions imposed by Syria.

"Canadians who remain in the country despite this warning should be aware that the government of Canada's ability to provide consular assistance may be extremely limited" because of the restrictions, his statement said. Baird said the evacuation call will open an "express lane" across government departments to help Canadians obtain the documents they need to leave Syria immediately. — AP

and positions of those who gave the orders to shoot and kill," said Anna Neistat, the watchdog's associate director for emergencies.

"Each and every official named in this report, up to the very highest levels of the Syrian government, should answer for their crimes against the Syrian people," Neistat said, urging the UN Security Council to refer the case to the International Criminal Court. Because Syria is not an ICC member, the court can only interpose after a Se-

curity Council referral, a move that would be subject to a veto by permanent members China and Damascus ally Russia.

Russia, which along with China blocked a resolution condemning Assad in October, said this week the West is pursuing an agenda of "regime change" by putting pressure on Damascus but not on armed groups. French Foreign Minister Alain Juppe appealed for a change of heart by Beijing and Moscow. — AFP

The National (EAU / UAE)

History has not been kind to Syria's desire for change

Syria
Charles Glass

A dog in a harness, an old joke goes, was so hungry, hungry and tired of civil war that he leapt out of his harness. To the surprise of the other dogs, he returned a few months later. Seeing him better groomed and fatter than before, they asked whether the harness had been good to him. "Very good," "Did they feed and wash you?" "Yes." "Then why did you come back?" "I want to bark."

It is impossible not to compare Syria with Syria's desire to be treated like adults. The Syrian regime is not alone, of course, among Middle East dictatorships in regarding their people as subjects rather than citizens. Under the portrait of the great dictator, little dictators grant some supplicants permits, dressed robes from others and abuse the rest. Syrians can identify with what Kallias under Mussolini used to say: "The problem is not the big dictator. It is all the little dictators." Little dictators, though, thrive under the big dictator.

But all dictators are at risk from changed international circumstances, a spark (like a self-immolation in Tunisia) or the sudden realization that the regime is vulnerable. People in Syria have reasons to demand change, as they have in the past.

I hope, for their sake, that things turn out better this time.

During the First World War, Arab nationalists in Damascus wanted to rid themselves of Ottoman rule. Ottoman officials could be corrupt and arbitrary, but they kept the peace, allowed the Syrians representation in the Ottoman parliament and put no restrictions on travel within the empire. The nationalists collaborated with Britain and France. They ended up with British and French colonialism, corrupt borders, the expulsion of three quarters of Palestine's population, insurrections and wars.

At independence, Syria had a parliamentary system, even if landlords, urban merchants, boys and pasha dominated it. Into the mix came the Arabian American Oil Company (Aramco), which announced plans to construct the Tapline oil conduit from Saudi Arabia to the Mediterranean.

Three countries on the route - Saudi Arabia, Jordan and Lebanon - granted immediate permission. Syria's parliament, seeking better terms, delayed. The project stalled further when the Arab governments launched a war for which their colonialist-created armies (with the exception of Transjordan's) were engaged. When they lost, demonstrators condemned the corruption that had deprived soldiers of adequate resources. In Damascus, the protesters forced the government to resign.

The United States embassy in Damascus seized the opportunity to win Syrian approval for Tapline. The Central Intelligence Agency's man, Stephen Meade, approached the army chief of staff, Colonel Hani Zaim, to arrange a coup. The King and former Ottoman soldier took bribes to money to forestall an

insurrection that justified his seizure of power in 1949. The embassy reported to Washington that "over 400 Communists (sic) all parts of Syria have been arrested." Syria signed an agreement with Aramco in May and an armistice with Israel in July.

Col Zaim antagonised sectors of society by raising taxes and attempting to give women the vote. Although he did not kill anyone, another colonel overthrew and executed him a month later. That colonel was himself eliminated by a third colonel. Thus began Syria's instability, with military coups as regular as changes of season.

In the meantime, Col Zaim's suppression of the Communist Party produced, in the last free vote held in Syria, the election of the Arab world's first Communist member of parliament.

The United States made two more major attempts in the 1950s to decide Syria's future - with Operation Stargate and Operation Wafers. Both failed. The era of chronic coups ended with the last one, Hafez Al Assad's, in November 1970. Syria has enjoyed continuity, if not freedom, since that time.

The United States viciously tolerated, encouraged and vilified the senior Al Assad. Now, it is seeking to eliminate his son - in the name of the Syrian people. The extent to which Syrians are acting freely or being used by the United States will become clearer when another generation of CIA operatives publishes memoirs or someone passes documents on to WikiLeaks.

The Bush administration in 2006 began funding Syrian oppositionists and subsidised Barada TV with 50 million (Dh32 million) to cover the cost of broadcasting to Syria. Last January, Vanity Fair published an interview with Blackwater founder Eric Prince in which he said: "In Syria, we did the signals intelligence to geo-locate the bad guys in a very denied area." In March, Reuters reported that the Syrians had intercepted a truckload of weapons sent over the border from Iraq. Who sent them? The Iraqi government, now almost as closely allied to Iran as Syria is, was not the likely culprit. The other armed force in Iraq with the means to send weapons across the border was the United States.

Miles Copeland, one of the CIA agents who organised the earlier coups in Syria, later regretted his actions. After the publication of his book, *The Game of Nations*, in 1969, he told Keith Kyle of the BBC: "My feeling is that on balance this is a bad thing to do, and it's better to let a country stew in its own juices. If it has a corrupt leader, let them have it, it's their tough luck. If the people in the country don't have what it takes to get rid of a corrupt leader, to hell with them. Let them keep him."

Kyle asked whether the overthrow policy changed because it failed to pay off. Mr Copeland answered, "Yes, I would say so." The policy, though, is back.

Charles Glass is the author of several books on the Middle East, including *Tribes with Flags* and *The Northern Front: A Day War (Syria)*. He is also a publisher under the London imprint Charles Glass Books.

Today's Zaman (Turquie / Turkey)

Russian UN draft on Syria raises Western hopes of action, protesters fired on

The draft circulated unexpectedly by Russia expands and toughens Moscow's previous text, adding a new reference to 'disproportionate use of force by Syrian authorities.' The draft also 'urges the Syrian government to put an end to suppression

Russia offered the UN Security Council a new, stronger draft resolution on the violence in Syria, lifting Western hopes of UN action after the killing of 27 Syrian soldiers by deserters raised the spectre of a slide into civil war.

Western envoys said the Russian text was too weak, but they were willing to negotiate over it, offering the council a chance to overcome its deadlock and issue its first resolution on Syria's nine-month-old crackdown on protesters. On Friday, Syrian security forces opened fire on anti-government protests after prayers at several locations around the country while the army sent reinforcements into the tense south where military defectors have recently launched deadly attacks on regime troops.

The Local Coordination Committees and the British-based Syrian Observatory for Human Rights said one person was killed in the shooting in the restive central city of Homs, and a man who was wounded in the southern province of Daraa earlier in the day died his wounds.

The Observatory said more than 200,000 people marched in different neighborhoods of Homs, denouncing President Bashar al-Assad's regime. The turnout could not be confirmed as Syrian authorities have banned most journalists from covering events on the ground.

The Observatory also reported shooting near a mosque in the eastern city of Deir el-Zour but it was unclear if there were casualties there. The LCC said anti-government rallies took place after Friday prayers all across Syria -- from Daraa to the suburbs of the capital Damascus, in Homs and Hama in the country's center, and to the north, in the city of Aleppo.

The protests came a day after Syrian army defectors killed 27 government forces in Daraa in apparently coordinated attacks that were among the deadliest by rebel troops so far.

Syria has seen a sharp escalation in armed clashes recently, raising concerns the country of 22 million is headed toward civil war. The UN raised its death toll for the Syrian uprising substantially this week, saying more 5,000 people have been killed since the revolt began.

The LCC said troops deployed in different areas in Daraa on Friday, and that electricity was cut in several locations. Daraa, where the uprising began, has been among the most tense regions in Syria.

Because of the turmoil, Canadian Foreign Affairs Minister John Baird said Thursday Canadians living in Syria should leave as soon as possible while commercial flights are still available. Washington issued a similar warning for U.S. citizens in September.

Russia and China vetoed sanction draft

In October, Russia and China vetoed a West European draft resolution that threatened sanctions. Russia has circulated its own draft twice, but Western nations said it made an unacceptable attempt to assign blame equally to government and opposition.

The draft circulated unexpectedly by Russia on Thursday expands and toughens Moscow's previous text, adding

a new reference to "disproportionate use of force by Syrian authorities." The draft, obtained by Reuters, also "urges the Syrian government to put an end to suppression of those exercising their rights to freedom of expression, peaceful assembly and association."

Russia's UN Ambassador Vitaly Churkin told reporters it "considerably strengthens all aspects of the previous text" and that "clearly the Syrian authorities are singled out in a number of instances." He said Russia did not believe both sides in Syria were equally responsible for violence, but acknowledged it called on all parties to halt violence and contained no threat of sanctions, which he said



Dmitry Medvedev